

Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 54, Numéro 1, Février-Mars 2026 > droitdeparole.org

La crise du logement cher



Dans la vitrine de l'organisme communautaire L'engrenage Saint-Roch. Photo : DDP

Les revendications des locataires

Réunis au sein de la Coalition de Québec contre les hausses de loyers, les associations pour les droits des locataires revendiquent un gel des loyers et plus de logements sociaux.

La gauche américaine du Midwest

Suite aux décès des Américains Renée Nicole Good et d'Alex Pretty, Malcolm Reid évoque ses années de jeunesse dans le Midwest.

p.3

p.6

Solidarité avec le Venezuela

L'essayiste Pierre Mouterde revient sur les enjeux auxquels fait face le peuple vénézuélien et nous donne quelques clés pour mieux comprendre.

p. 7

Basse-ville : chronique d'un territoire qui cherche encore son équilibre

Par Gilles Couture

En 2026, la Basse-ville de Québec continue de se transformer, comme elle l'a toujours fait. Saint-Roch, Saint-Sauveur, Limoilou, le Vieux-Québec : ces quartiers portent encore les traces de la Révolution tranquille, de l'époque où l'on croyait qu'un territoire pouvait se réinventer sans se renier. Aujourd'hui, on parle de revitalisation, de développement durable, de mixité. Mais sur le terrain, la réalité est plus nuancée, parfois plus rugueuse.

L'héritage L'Allier : une modernisation avec humanité

L'arrivée de Jean-Paul L'Allier en 1989 comme Maire fut un souffle d'air frais pour beaucoup de citoyens. L'Allier croyait à la culture comme moteur de transformation, à l'éducation comme levier d'émancipation. L'ENAP, l'INRS, Télé-Québec, Méduse, Gabrielle-Roy, le jardin Saint-Roch : autant de gestes qui affirmaient qu'un quartier populaire pouvait se reconstruire sans effacer ceux qui y vivaient déjà. Cette idée qu'une ville peut évoluer n'a jamais cessé de me hanter.

1ère Labeaume : la ville qui veut performer

Puis, en 2007, la Ville a changé de tempo. Avec Régis Labeaume, l'heure était aux grands projets. Le Centre Vidéotron, symbole d'une ambition nouvelle, a redéfini les priorités. On peut reconnaître les succès : densification, reconversion des friches, essor du secteur techno. Mais à Saint-Roch, les loyers ont grimpé, les commerces de proximité ont disparu, et les ménages à faible revenu ont été poussés vers les marges. La gentrification est un effet secondaire assumé du modèle choisi.

Marchand : un recentrage, mais des défis persistants

Depuis 2021, Bruno Marchand tente de rééquilibrer la trajectoire en mettant de l'avant un développement plus soutenable, davantage ancré dans les besoins du milieu. Le Plan d'action Saint-Roch 2026-2029, issu d'une démarche participative, promet davantage de logements abordables, un soutien accru aux initiatives culturelles locales et un meilleur climat de cohabitation. En 2025, la Ville a investi 2 millions pour

apaiser les tensions sociales. C'est un geste important, mais insuffisant pour renverser des tendances lourdes.

Les chiffres parlent encore trop fort

Revenu moyen inférieur à la moyenne municipale, taux d'inoccupation de 0,7%, hausse de l'itinérance, multiplication des surdoses : les indicateurs demeurent préoccupants. Des organismes comme l'Engrenage Saint-Roch rappellent que la sécurité ne se résume pas à la présence policière et que la culture ne peut pas se limiter à l'attractivité commerciale.

Et maintenant ?

Le tramway, réaffirmé dans le budget 2026, pourrait devenir la colonne vertébrale d'un développement réellement soutenable. Mais la question demeure : la Basse-ville deviendra-t-elle un territoire inclusif ou restera-t-elle un laboratoire où l'on expérimente la modernité sans toujours écouter ceux qui la vivent ? C'est là que se joue, à mes yeux, l'avenir de Québec.

Alain Slythe (1957-2026)

Par Francine Bordeleau

Il est né un 25 décembre, comme l'acteur Humphrey Bogart et l'ancien premier ministre Justin Trudeau. Au lendemain de sa mort, survenue le 31 janvier dernier à la Maison Michel-Sarrazin, c'est en quelque sorte tout un quartier qui s'est retrouvé en deuil.

Il faut dire qu'en 1985, lorsque Alain Slythe, avec deux associés, a ouvert Le Bal du Lézard sur la 3e Avenue, le Vieux-Limoilou n'avait pas bonne mine et le déclin semblait irréversible. Les gens d'affaires s'installaient ailleurs, des commerces fermaient leurs portes... Mais voilà : son quartier, Alain Slythe l'aimait. Et l'a doté d'un lieu de rendez-vous unique. Croyez-le ou non, à la fin des années 1990, Robert Charlebois y a mis les pieds... à titre de vice-président d'Unibroue, vu que le bar vendait ses bières. Les Cowboys fringants, Stephen Faulkner ou encore Manon Massé, l'ancienne (et très populaire) porte-parole féminine de Québec solidaire,

y ont fait des apparitions remarquées. Lancements de livres et vernissages s'y sont succédé.

L'un dans l'autre, Le Bal du Lézard est vite devenu l'un des éléments clés du renouveau de la 3e Avenue. Alain Slythe, devenu seul propriétaire au bout de cinq ans, s'est, lui, affirmé d'emblée comme un tenancier pas comme les autres de par son engagement dans une foulitude d'associations locales autant à caractère économique que culturel. L'homme n'était donc pas d'un tempérament avariceux, on l'aura compris.

Alain Slythe avait passé le flambeau en 2024. C'était hier. Et la 3e Avenue s'était embourgeoisée depuis déjà lurette.

Une célébration aura lieu le 29 mars 2026 à 14 h au centre Mgr Marcoux (2025, rue Adjudor-Rivard).



Photo : Courtoisie

Ensemble, on écrit
le Québec

AMECQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS
COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC



Droit de parole

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043
info@droitdeparole.org
droitdeparole.org

Retrouvez *Droit de parole* sur Facebook
Droit de parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de discrimination, d'oppression et

d'exploitation. *Droit de Parole* n'est lié à aucun groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs. *Droit de parole* bénéficie de l'appui du ministère de la Culture et des Communications

du Québec.
Dépôt légal : Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec
ISSN 0315-9574
Courrier de 2^e classe
N° 40012747
Tirage : 6 000 exemplaires
Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville.

Disponible en présontoirs
Équipe du journal :
Francine Bordeleau, Yorik Godin, Robert Lapointe, Simon M. Leclerc, Monique Girard, David Jonhson, W. Stuart Edwards, Ève Sanfaçon
Coordination : Nathalie Côté
Révision : Richard Martel, Lorraine Paquet, Michael Lachance

Design : Marie-Isabelle Fortin
Collaboration spéciale :
Ève Sansfaçon, Gilles Couture
Gilles Simard, Malcom Reid, Rémi Guertin, Pierre Mouterde
Photos : Droit de parole, Stuart Edwards
Illustration : Klody Tremblay
Imprimeur : Les travailleurs syndiqués de Hebdo-Litho



La crise du logement cher

Par Nathalie Côté

« La crise du logement cher », c'est l'expression qu'utilise Véronique Laflamme du FRAPRU pour décrire la situation actuelle. Parce qu'il ne s'agit pas tant d'une crise de la rareté de logements, comme de leurs coûts devenus inabordables pour la plupart des locataires. Pour faire face à cette crise du logement inédite, les groupes de défense des droits des locataires revendentiquent tous en cœur : un contrôle des loyers sur le marché privé et davantage d'investissements dans le logement social.

« On a des citoyens qui vivent une situation de détresse, parce que le marché est déchaîné » constate Nicolas Villamarín-Bonilla du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste. Réunies au sein de la Coalition de Québec contre les hausses de loyers, les associations se mobilisent pour inviter les locataires à « refuser une hausse de loyer injustifiée ».

En conférence de presse le 26 janvier dernier, le FRAPRU, le RCLALQ et leurs membres ont dénoncé de concert les modifications apportées par le gouvernement de la CAQ à la méthode de calcul des hausses du TAL, nettement en faveur des propriétaires, leur permettant désormais de refiler l'entièreté des factures liées aux travaux aux locataires. « Une logique sans précédent » constatent-ils.

« Qui est touché ? Ce sont les personnes sur l'aide sociale. Les plus touchés ont le moins de garanties d'avoir un logement, » constate Véronique Laflamme du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) : « Il faut un vrai contrôle des loyers. Il faut du vrai logement social et l'arrêt du financement public pour des logements trop chers. » soutient-elle.

Émile Boucher du Regroupement des comités logements et associations de locataires du Québec (RCLALQ), a rappelé que « le contrôle des loyers est la seule solution équitable sur le marché privé afin que les locataires obtiennent un juste prix. » Il dénonce du même souffle le problème d'accès au Tribunal administratif du logement (TAL) qui diminue partout au Québec, les heures d'ouverture des bureaux étant toujours plus réduites. Sans compter qu'un traitement de dossier pour une contestation de hausse peut prendre en moyenne plus d'un an pour un locataire, alors que le traitement des dossiers pour non-paiement de loyer est nettement plus rapide. Il a rappelé que « le Code civil et le TAL sont là pour faire appliquer les droits des locataires. »

« Les spéculateurs travaillent ouvertement à contourner les lois québécoises et à affaiblir les droits des locataires. Il est temps que ça cesse. »

Les propositions de QS

Le logement moyen à Québec est d'environ 1300 \$ par mois et alors que les hausses sont chaque année plus démesurées, le responsable solidaire en matière d'habitation, Andrés Fontecilla, demande au gouvernement de renforcer les protections des locataires et de mettre fin à l'impunité des propriétaires abusifs : « La moindre des choses pour le gouvernement est de serrer la vis aux propriétaires

abusifs en rendant le taux du TAL obligatoire (il est de 3,1% cette année), en donnant au Tribunal les pleins pouvoirs pour imposer plus facilement des dommages punitifs à ceux qui ne respectent pas ce taux. »

Les histoires d'abus de propriétaires se multiplient partout au Québec. soutient le député. « Les ménages québécois sont de plus en plus pris à la gorge. L'an dernier un locataire sur cinq avait du mal à payer son loyer, alors que des propriétaires voyous s'enrichissent de plus en plus sur le dos de leur détresse. C'est d'ailleurs pour faire face à cette situation que Québec solidaire a proposé de mettre en place un gel des loyers à l'inflation. »



Nicolas Villamarín-Bonilla, Véronique Laflamme et Émile Boucher lors de la Coalition de Québec contre les hausses de loyers. Photo : DDP

Les débuts du logement communautaire à Québec

Par Ève Sanfaçon

Les débuts du logement communautaire à Québec. Vingt ans d'engagement avec Action Habitation (1975-1995), vient de paraître aux éditions des Presses de l'université du Québec. Un ouvrage collectif avec la collaboration de Paul-Yvon Blanchette et du journaliste Robert Fleury, pour ne nommer qu'eux. L'ouvrage arrive au bon moment !

Le livre brosse un portrait de la Ville de Québec et son histoire, avec entre autres, le grand incendie du quartier St-Sauveur en 1845. En pleine apogée de la révolution industrielle, les riches marchands écossais et britanniques faisaient travailler les Irlandais et les Canadiens-français, dans les industries du bois le long de la rivière St-Charles. Ces ouvriers habitaient les quartiers St-Roch et St-Sauveur, dans des maisons de bois surpeuplées et sans installations sanitaires. Les industries cohabitaient parmi la population avec ce que ça peut inclure de risque de pollution, de mesures sanitaires inadéquates et de maladie comme l'épidémie de choléra au XIXe siècle, et de déflagrations...

Ce n'est que dans les années 1950, en après-guerre, que les municipalités ont relevé le niveau de salubrité et de sécurité des quartiers centraux. Les gouvernements canadien et québécois ont imposé des lois. Viennent les années 70 et les débuts du logement social; nous n'avons qu'à penser aux coopératives d'habitation sur la rue St-Gabriel dans St-Jean-Baptiste ou aux tours Bardy dans Maizerets.

Le premier projet à loyers modiques

Ce premier projet de tours à loyers modiques pour la région de Québec visait à loger les déplacés par les expropriations dues à la construction de l'Autoroute Dufferin-Montmorency de Limoilou et de St-Roch. Ce mouvement du logement social a commencé parce que quelques militant.e.s impliqué.e.s dans divers comités citoyens se sont mobilisé.e.s, ainsi pae exemple l'Aire 10 dans St-Roch, le Comité des citoyens et des citoyennes de St-Sauveur, le Mouvement d'action populaire de Limoilou (MAPL) et le Mouvement St-Gabriel. Ces militant.e.s, qui voulaient aider leur quartier, ont mis en commun leurs forces et c'est devenu avec le temps

« Action-Habitation », l'organisme communautaire qui encore aujourd'hui, gère et développe des coops d'habitation et des organismes à but non lucratif (OBNL) en habitation.

Un éveil citoyen

Dans les années 70, au lieu de démolir, on rachetait des bâtiments, que ce soit une école ou encore des maisons pour un prix modeste (avant la surenchère) et les membres des coopératives faisaient tout pour permettre à leurs futurs membres de se loger selon leurs capacités de payer, ce qui incluait de faire la toiture, etc. On voit en couverture du livre une photographie de la création de *Mon logis*, une coop dans St-Sauveur qui existe toujours ...

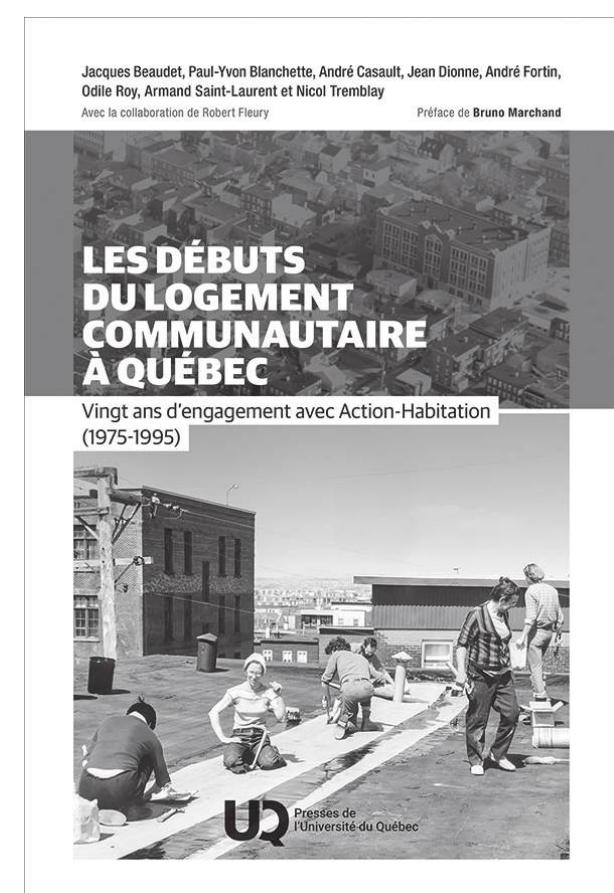
Ces débuts des logements sociaux dans les années 70, je ne vous apprends rien, ont été « un éveil citoyen », comme le souligne Paul-Yvon Blanchette. Pour beaucoup, les comités des quartiers ont trouvé des solutions pour loger les gens et les familles avec dignité et sécurité.

Les gens qui sont derrière Action Habitation, qu'on appelait « les permanents », devaient être polyvalents parce que les coops avaient besoin de tout : on en était aux débuts, alors c'étaient autant les phases de développement, de la constitution du groupe et de son incorporation, des corvées, jusqu'à la livraison de logements rénovés. Le permanent qui avait une formation en architecture, en service social ou en autodidactie, recherchait des maisons à acquérir, les visitait et en estimait les coûts de rénovation, pour ne nommer que quelques-unes des tâches ! Alors oui, c'était une époque effervescente de renouveau et de changement qui chamboulait les quartiers.

Je ne peux m'empêcher, en refermant ce livre, de me demander si l'époque de tout démolir et de déplacer des populations ne revient pas. Parce qu'avec la gentrification, on peut tellement facilement exclure une partie de la population. Mais comment faire pour l'inclure selon ses moyens financiers ? Sans compter qu'avec la formule coopérative, ne plus avoir de bail à

renouveler à chaque 1er juillet, c'est vivre en sécurité à long terme.

Une lecture fortement suggérée, que vous soyez un.e militant.e ou non pour le logement social. Merci à M. Paul-Yvon Blanchette, d'avoir pris le temps de me rencontrer pour me parler de ce legs à la société québécoise.



Les débuts du logement communautaire à Québec. Vingt ans d'engagement avec Action Habitation (1975-1995), Presses de l'université du Québec, Québec, 2026, 177 pages

Les conséquences urbanistiques de l'invention du Vieux-Québec

Par Rémi Guertin, géographe

Voilà 40 ans que le Vieux-Québec porte le statut du Patrimoine mondial. Un honneur certain, mais non sans conséquences : la pression touristique engendre chez nombre de résidents un sentiment de dépossession, comparable à celui observé à la Butte Montmartre ou à Barcelone ; le surtourisme est certainement une cause du dépeuplement du Vieux-Québec.

Mais le Vieux-Québec est-il vraiment vieux ? Si l'occupation du site est ancienne, plus de 70 % du bâti a été construit après 1800. Les communautés religieuses ont conservé leurs propriétés jusqu'au début du XIXe siècle, laissant le centre passablement vide, comme il le demeure aujourd'hui. Place Royale fut reconstruite à neuf à partir d'une vision idéalisée, puisque nous n'avons aucune représentation du quartier sous le régime français. Quant aux fortifications, elles furent en partie détruites puis remodelées sur ordre du gouverneur Dufferin.

Pétri des idéaux du *Gothic Revival* qui glorifiait le passé, Dufferin a littéralement vieilli Québec. En découvrant les murs d'escarpe et en les coiffant de tourelles d'opérette, il a donné à Québec une allure de forteresse médiévale, alors même qu'elle était sur le point d'être modernisée. En effet, l'élite locale avait plusieurs projets de développement, dont la destruction des murs. L'élite moderne aurait adhéré au projet conservateur du gouverneur en raison du désarroi économique qui emportait alors la ville ; on

espérait relancer l'économie par le tourisme. Dans cette perspective, les aménagements de Dufferin s'apparenteraient à une *disneyification* avant l'heure du paysage de Québec.

L'intervention de Dufferin aurait pris au piège cette élite, désormais responsable de la conservation d'un centre artificiellement figé dans le passé. Ce fut un « piège paysager » : l'élite locale serait devenue conservatrice (au propre comme au figuré) parce que le sens du paysage où se trouve son hôtel de ville avait changé. Incapable d'assouvir ses désirs de modernités dans sa position, cette élite aurait-elle reporté ses ambitions modernistes au-delà des murs ? En frappant le centre d'un interdit, Dufferin se trouvait à répartir spatialement le lieu du patrimoine et le lieu de la modernité.

L'invention du Vieux-Québec par Dufferin aurait transformé Québec en ville binaire : un cœur préservé, entouré d'une périphérie livrée à une de modernité extravertie en apparence, comme si la privation au centre avait engendré son contraire exagéré en périphérie. Paradoxalement, cette modernité serait plus convenue qu'il n'y paraît, en raison d'un conservatisme hérité du piège paysager de Dufferin. Ce faisant, certains quartiers de Québec présentent des paysages parfois stéréotypés ou fragmentés par des aménagements et des projets rapides et peu inspirés au regard des idéaux de cette ville du patrimoine mondial.

La valorisation du Vieux-Québec aurait également eu pour effet de fragiliser la protection du patrimoine *extramuros*. La maison Pasquier, construite vers 1700, fut démolie dans une relative indifférence. Plusieurs maisons des faubourgs, presque aussi vieilles que celles du Vieux-Québec, sont démolies et remplacées les unes après les autres, transformant sans trop qu'on s'en rende compte le paysage si festif de ces quartiers. La Grande Allée est de plus en plus fragmentée en sections un peu disparates. Le chemin Sainte-Foy, par son paysage architectural unique, mériterait d'être protégé, car il retrace comme un livre ouvert les vagues successives d'urbanisation qui ont façonné Québec, révélant l'évolution de son architecture et de son paysage.

Comme le rappelait Laurier Turgeon, un professeur de l'université Laval, il y a « un déficit de recherche » sur « les grands enjeux qui concernent le Vieux-Québec ». Faudrait-il étendre la réflexion à des considérations plus larges ? Car, si la protection du Vieux-Québec a eu des effets touristiques et économiques indéniables, elle a sans doute aussi redéfini l'urbanisme à Québec qui serait à la fois en réaction à cette obligation de protection d'un centre idéalisé au XIXe siècle et à la nécessité d'inventer une ville au-delà des murs du Vieux-Québec.

FONDS
de solidarité FTQ

GARDONS NOS REER ICI.

Cette année, préparez votre retraite tout en contribuant à l'économie du Québec grâce aux produits d'épargne FlexiFonds.

www.fondsftq.com/cotisons

Les parts des fonds FlexiFonds sont distribuées uniquement au Québec par RexiFonds de solidarité FTQ Inc., un courtier en épargne collective détenu en propriété exclusive par le Fonds de solidarité FTQ qui n'offre aucun autre fonds commun de placement. Veuillez lire le prospectus et les apercus du fonds avant de faire un placement. Les fonds FlexiFonds ne sont pas garantis, leur valeur fluctue régulièrement et leur rendement passé n'est pas indicatif de leur rendement dans l'avenir.

La bénévole et la centenaire

Par Gilles Simard

Ça se passait tout récemment au café Musette, sur Grande-Allée et je vous assure, il y avait quelque chose de beau, de doux et de très réconfortant à les voir assises toutes deux là, en face de moi, l'aînée, visiblement intimidée et tripotant gauchement son napperon et la plus jeune qui arborait un sourire amusé en attendant mes questions.

Je vous parle ici de Colette Cimon, une jeune septuagénaire et bénévole à l'Entraide du Faubourg (Québec) et Yvette Trempe, une charmante dame toute petite et menue, que la première accompagne depuis des années et qui peut se targuer d'être centenaire depuis mai dernier.

Oh, mais, je sais... Centenaire, ça peut maintenant paraître tellement banal aujourd'hui, surtout si comme Yvette la personne n'a pas été une artiste connue, une scientifique de renom ou une féministe exceptionnelle. N'empêche : saviez-vous qu'en 2024, au Québec, il n'y avait que 2,620 personnes qui comptaient ce club très sélect des centenaires?! C'est-à-dire 0.03 % de la population du Québec au complet?...* Une rareté, vous dites?!

Colette et Yvette

Colette est une ancienne travailleuse de CPE pour qui redonner est une seconde nature, et la pétillante Yvette, elle, qui occupe toujours un petit trois et demi voisin du café, ne tarit pas d'éloges envers cette amie qui vient la visiter chaque semaine en plus de l'accompagner partout : à l'épicerie, à la pharmacie, au resto et chez le médecin.

— Elle est tellement gentille, lance-t-elle en lui posant la main sur le bras... J'aurais tellement aimé ça avoir une amie comme elle dans ma vie d'avant. Un compliment que lui retourne aussitôt Colette pour qui son aînée est devenue une véritable amie elle aussi.

— Elle est vraiment intéressante, allumée, elle me raconte toutes sortes d'histoires du temps de sa jeunesse, à Maskinongé. Elle s'informe de l'actualité, parle des jeunes et elle hait Trump (rires). Pour moi qui suis maintenant grand-mère et qui ai besoin de me sentir utile, Yvette, c'est vraiment une perle. La cerise sur le sundae!

Autrement, bien qu'elle soit semi-voyante et qu'elle souffre de plusieurs affections physiques (maladie de Reno, prosopagnosie, vessie défaillante, etc.) madame Trempe a encore sa routine. Ainsi, avant ou après la visite quotidienne de l'infirmière qui vient lui mettre des gouttes oculaires, elle peut popoter, faire du ménage, laver son plancher ou son balcon, et même, une fois qu'on lui a enfilé l'aiguille, elle peut faire de la couture, elle qui à dix-huit ans travaillait à vingt cennes de l'heure dans une manufacture de pantalons de sa région.



À gauche, madame Trempe, bientôt cent un ans, à droite, Colette Cimon son accompagnante. Photo : DDP

Une enfance difficile

— À cette époque, avec le peu d'instruction que j'avais (une septième année) c'était très difficile de s'en sortir seule. Et moi, rajoute celle dont l'enfance très pénible a été marquée par la violence et l'acrimonie de sa mère, j'avais tellement hâte de partir de chez nous. « Ma mère me rendait responsable de la mort de mon petit frère emporté en bas âge par la maladie, raconte-t-elle, et à cause de ça, elle me battait. Et comme dans le film d'Aurore, mon père, qui était un mou, la laissait faire et parfois même, il me cravachait lui aussi. Heureusement, soupire l'aïeule, j'avais mes chats pour me consoler. Ah, ceux-là, j'en prenais bien soin et ils me l'ont tellement bien rendu. »

« Dans ce temps-là, poursuit Yvette, la religion catholique était partout dans nos vies, mais un rien nous rendait heureux. Courir dans les champs, s'agripper après la queue des vaches du voisin, faire du patin à roulettes ...

Puis, à vingt-cinq ans, je me suis mariée et même si mon homme était un violent et un taiseux, j'ai pu accoucher de deux beaux enfants, soit un garçon et une fille. Leur naissance, confie-t-elle, c'est mon plus beau souvenir.

Mais, j'avais donc de la misère à prendre ma place, reprend la frêle dame. Que voulez-vous, avec ma petite chevelure blonde, j'ai passé ma vie à avoir l'air plus jeune que mon âge réel. Une fois, même, au moment d'acheter des meubles, le vendeur n'a jamais voulu me servir, disant attendre la visite de mon père pour le faire... Imaginez! »

Le temps qui reste

Plus tard, à l'âge de soixante-deux ans, Yvette est arrivée à Québec où elle a vécu à différents endroits, dont le quartier Saint-Sauveur où elle a acheté une maison en copropriété avec sa fille Jocelyne. « Ça, dit-elle, la maison, les plates-bandes autour, la décoration, c'est un des plus beaux temps de ma vie. »

À bientôt cent un ans, madame Trempe, en dépit de toutes ses maladies et ses diminutions, tente d'égrenner le temps qui lui reste le mieux possible. Elle goûte à la vie au maximum. Elle a obtenu le droit de terminer ses jours avec l'AMM (l'aide médicale à mourir) mais elle n'a pas encore décidé du moment crucial.

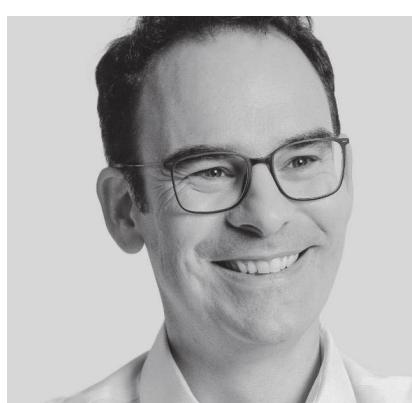
— Quand ce sera le temps dit-elle, ce sera le temps.

Avec leur douce parlure, leurs gestes de tendresse et leurs sourires complices, je vous assure, j'ai senti qu'il y avait quelque chose, une sorte de grâce qui nous avait constamment enveloppés, au café Musette, cet après-midi-là. Et en quittant, je me disais qu'écrire sur ces deux femmes, même si je n'avais pas eu "Jeannette Bertrand" en face de moi, c'était aussi avoir le privilège de rendre hommage aux dizaines de milliers de Colette de ce monde qui prennent soin des dizaines de milliers d'Yvette, un peu partout au pays.

Voilà quelque chose, une constante qui fait du Québec un endroit où il fait encore bon vivre.

Merci à tous ces gens-là. Merci.

*Institut de la Statistique du Québec



ETIENNE GRANDMONT

ASSEMBLÉE
NATIONALE
DU QUÉBEC

Député de Taschereau

830, rue St-Joseph Est,
bureau 403, Québec



418 646-6090



Etienne.Grandmont.TASC
@assnat.qc.ca



« The country I come from, it's called the Midwest »

Bob Dylan chantait ça en 1964. Il était frais sorti de sa ville natale : Hibbing, Minnesota. Il disait dans cette chanson que ses voisins du Midwest étaient sûrs que « Dieu est de notre côté ». Cet hiver, les Midwesterners de Minneapolis ont montré un autre visage. Ils sont devenus le centre de la résistance à Trump et à sa gendarmerie anti-immigrante.

Récit sur Minneapolis, et sur tout le Midwest américain.

Par Malcolm Reid

En janvier, j'étais chez Nathalie, notre coordonnatrice à Droit de parole, et la télévision nous racontait qu'une femme venait d'être abattue par la police de « ICE ». On était sous le choc, tous les deux.

C'était dans l'état du Minnesota, région autrefois très blanche et scandinave. Aujourd'hui la région a beaucoup de Noirs et de Latinos. La migration, c'est humain.

(Dans ma tête j'ai modifié un fameux slogan, un slogan codé. Ça donnait :

« MAKE AMERICA WHITE AGAIN ».)

La semaine avant, le régime Trump avait envahi le Vénézuéla. Seules justifications, la force américaine, les armes américaines, l'argent américain. La raison du plus fort. C'était pareil au Minnesota.

L'acte d'invasion en Amérique du Sud et l'acte meurtrier dans une grande ville des États-Unis, ça faisait un comble.

Le Midwest, c'est une région que je connais un peu... Enfant, j'ai vécu avec ma famille, un an aux États-Unis ; au Wisconsin, l'état voisin du Minnesota. La région autour des Grand Lacs s'appelle le « Midwest » parce que, après avoir été exploré par le Québécois Louis Jolliet et le Père Jacques Marquette, elle a été colonisée par les États-Unis vers 1812. Et l'USA d'alors n'avait pas encore atteint son « Far Ouest ».

Michigan, Illinois, Ohio, Nebraska, Indiana et les villes de Détroit et Chicago... Tout ça, c'est ce que moi j'appelle le Midwest. Avec le lac Supérieur et le lac Huron en haut, partagés avec le Canada. Le Mississippi coule vers le Sud, la Rivière Rouge coule vers Winnipeg.

La femme tuée ce jour-là était Renée Nicole Good. « SHE WAS GOOD » disait une pancarte dans la foule de protestataires.

Une héroïne ? Une martyre ? « Non ! disait le vice-président J.D. Vance à Washington, où Trump lui avait donné la tâche de nier. Non ! Elle était d'extrême-gauche, et avec son auto elle attaquait des chars de police en devoir. » On recevait peu de détails sur Renée Good, cependant.

Elle semblait être une travailleuse des mouvements populaires, un peu comme nos travailleuses de rue ici. Elle essayait d'aider des gens ciblés pour la déportation. De les avertir à l'approche des flics. Elle semblait être blanche, elle semblait être gaie - on appelait sa conjointe sa « veuve ». Elle était mère aussi, elle avait 37 ans.

Elle semblait avoir une vision de la vie qui a une longue tradition dans le Midwest : le populisme de gauche. Un courant qui utilise rarement le mot socialiste, mais qui épouse les causes du peuple.

Un territoire qu'il faut évoquer ici, c'est le Manitoba. Winnipeg, juste au Nord du Minnesota est le berceau du socialisme démocratique au Canada dont James S. Woodsworth est le principal fondateur. En 1919, il a été un *preacher* qui a changé de job. Il est devenu syndicaliste, philosophe du socialisme démocratique, et a siégé à la Chambre des communes pour le North End à Winnipeg. Il se voulait la voix des travailleurs et des immigrants pauvres qui peuplaient son comté. Aujourd'hui le Manitoba est gouverné par le Nouveau Parti Démocratique et, j'ai écouté Wab Kinew commenter les événements : Kinew est le premier Autochtone à devenir premier ministre d'une province canadienne. « Nous sommes déterminés à garder notre démocratie en bon état, affirmait-il. Et ça veut dire que nous voulons voir nos voisins au Minnesota conserver la leur aussi. »

À la TV plus tard, un banlieusard de soixante ans de Minneapolis était interviewé :



« Hé ! Vous autres les Canadiens, vous étiez nos meilleurs amis. Et regarde ce que notre président a fait de cette amitié. C'est... (longue pause). C'est ce que j'appelle une parodie de président ! »

Parlons du Wisconsin. C'est là que j'ai vécu le Midwest américain avec mon frère Ian. Madison est la capitale de l'État et c'est là que mon père étudiait à l'université du Wisconsin. C'est une ville de verdure, une ville accueillante. Plus petite que Minneapolis, mais en expansion. Ma cousine Sarah habite dans la région de Madison et elle était dans les foules en 2012 quand un gouverneur a passé des lois anti-syndicales et le peuple s'est soulevé. Car la ville a une forte gauche, depuis le début du vingtième siècle. Alors, le Wisconsin avait ce que j'appellerais le gouverneur le plus à gauche de l'histoire américaine. C'était « Fighting Bob » La Follette. Il a fait mille réformes au Wisconsin, est devenu sénateur et il a fondé un journal appelé *The Progressive*.

« *The Progressive* » se lit encore en 2026, un des meilleurs magazines de la presse de gauche aux USA. On peut le trouver à *Un Coin du Monde*, rue Cartier.

Madison est le campus où Bernie Sanders a attiré parmi ses plus grandes foules lors de sa campagne de 2020. C'est aussi le campus de l'historien de l'impérialisme américain, William Appleman Williams

La métropole du Wisconsin c'est Milwaukee, sur le lac Michigan. Milwaukee n'est pas juste célèbre pour ses brasseries. C'est une ville qui, avec sa grande population d'origine allemande, élisait des maires socialistes au début du vingtième siècle. C'était le temps d'un chef historique du socialisme aux États-Unis Eugène Debs. Debs aussi était un Midwesterner. Sa ville était une ville bien-nommée : Terre Haute dans l'Indiana.

(L'Indiana peut aussi de vanter d'avoir donné naissance au roi de la science-fiction satyrique, Kurt Vonnegut. Son classique : *Abattoir 5* inspiré de ses années de prisonnier de guerre en Allemagne nazie.)

Toutes ces traditions, parfois militantes, parfois culturelles ont alimenté l'activisme aux États-Unis, du temps de Fighting Bob, jusqu'au temps du Vietnam, de l'écologie, du néo-féminisme.

Et continueront de l'alimenter, je parie.

Bob Dylan, lui, est né un mois avant moi. Il est encore là. (Avec son prix Nobel !) Il écrit encore, et parfois ses liens avec nous renaissent. Je pense à sa tune *Girl from the North Country*.

« *If your travellin' in the North Country fair
Where the wind hits heavy on the borderline
Remember me to one who lives there
For she was once a true love of mine* »

Dernière heure

(Je crois que la magie de Donald Trump s'effrite. Je ne peux pas le prouver, mais je le ressens. Vous pas ?)

Et à la dernière heure, Dan, un Américain de 60 ans en visite à Québec, m'aborde au Café Castelo. « Je vous dirais ce qui vient d'arriver, monsieur. Alors que les ICE avaient jeté une femme à terre, un jeune homme s'est approché pour l'aider. Les ICE se sont jetés sur lui. L'un d'eux a tiré. Le jeune homme a été tué net. Il portait une arme à feu dans sa poche arrière. Mais il était autorisé à la porter. Il était infirmier aux soins intensifs. Et moi monsieur, j'ai eu la vie sauve par un infirmier de soins intensifs. Alors... »

Renée Good, Alex Pretti... Après eux qui ?

Le Venezuela et les tromperies trumpiennes des clefs pour comprendre

Par Pierre Mouterde,
sociologue, essayiste

Tant de choses ont été écrites sur le Venezuela depuis le déploiement militaire états-unien autour du Venezuela et l'enlèvement du président Nicolas Maduro et de son épouse le 3 janvier 2026, qu'il vaut la peine de rappeler quelques vérités élémentaires.

Si Hugo Chavez, ce dernier n'est pas exempt de critiques - il avait lui-même évoqué avant de mourir en mars 2013 la nécessité d'effectuer pour son régime « un coup de barre » en luttant contre la bureaucratisation -, il a cependant été, en particulier de 1999 à 2007, à l'origine de transformations constitutionnelles, économiques, sociales et politiques extrêmement prometteuses pour les classes populaires du Venezuela auxquelles il a redonné un véritable élan émancipateur, notamment à travers une forte baisse des taux de pauvreté et d'extrême pauvreté, le développement de missions sociales et la mise en place de formes embryonnaires de pouvoir populaire. Il en va tout autrement de Nicolas Maduro quoiqu'élu démocratiquement en 2013 (mais avec tout juste 50,6% des voix), ne suivra pas la voie alternative souhaitée par Chavez à la veille de sa mort. Ni même celle de chercher à pactiser avec l'opposition, selon les règles démocratiques vénézuéliennes alors en vigueur. Mieux, il s'enfermera chaque fois plus dans des politiques autoritaires, en multipliant au fil des ans les interventions et les législations répressives, y compris envers les forces de gauche : Parti Communiste Vénézuélien, Patrie Pour Tous, etc.

Le pétrole vénézuélien est une manne pour les grandes entreprises américaines !

L'on sait que le sol du Venezuela en renfermait en 2023 environ 303 milliards de barils (soit environ 17% des réserves mondiales). L'on sait aussi que le pétrole vénézuélien, a été découvert à partir des années 1910, notamment aux abords du magnifique lac Maracaibo, aujourd'hui écologiquement saccagé. Et ce sont pour une bonne part des entreprises états-unies et britanniques qui ont pu en exploiter les gigantesques ressources, qui ont réussi grâce à la complicité du dictateur d'alors Vicente Gomez (1908-1935) et aux nombreux passe-droits qui leur conféra, faire des profits considérables et amasser au fil des décennies des richesses fabuleuses "excédant", ainsi que le rappelle Eduardo Galeano, en citant l'économiste Domingo Alberto Angel, "les richesses que les Espagnols usurpèrent à Potosi et les Anglais à l'Inde". Il rappelle aussi qu'en 1970 -année dont rêve avec rapacité nostalgique, Donald Trump-- « la moitié des profits que les capitaux américains avaient extraits de l'Amérique latine provenait du Venezuela », alors qu'à cette époque ce pays était à la fois un des plus riches, mais aussi un des plus pauvres et des plus violents de tout le sous-continent.

Il est bon d'ajouter ici aussi que les nationalisations de ces entreprises qui ont été effectuées un peu plus tard par le gouvernement social-démocrate de Carlos Andres Perez en 1975-1976, l'ont été avec indemnisation et ne l'ont pas été au détriment des entreprises étrangères qui ont pu par la suite s'orienter vers des secteurs plus profitables de transformation, pendant que la nouvelle compagnie vénézuélienne, la PDVSA prenait le relais de l'exploitation directe. Enfin en 2001, Hugo Chavez n'a fait que s'assurer que les revenus de la PDVSA reviennent intégralement à l'État et ne tombent pas dans les mains de multiples intermédiaires corrompus. Ce qui lui a valu en 2001 une tentative de coup d'État, auquel s'était activement associée Maria-Corina Machado, néanmoins prix Nobel de la paix 2025¹. Il y a donc bien depuis plus d'un siècle, la présence au Venezuela d'un impérialisme US très actif qui a su piller à son profit -notamment à travers les règles du soi-disant « libre » marché capitaliste-- une bonne partie des richesses de ce pays. Faisant notamment que --quand Chavez est arrivé au pouvoir en 1998-- il y avait encore dans son pays, 49% de la population vivant en état de pauvreté et 27% en état d'extrême pauvreté².

Plus que la doctrine Monroe : la doctrine Donroe !

Avec Trump, il y a plus que la simple continuation



Marche de solidarité avec le peuple vénézuélien le 11 janvier à Québec. Photo : DDP

de la politique habituelle des USA, toujours traditionnellement plus ou moins maquillée par de pseudos justifications d'ordre démocratique ou de lutte contre le communisme. Avec Trump, on ne prend même plus la peine de ces précautions oratoires, et on va droit au fait, et sans alibi aucun, revenant sans nuances aucune, aux principes premiers de la doctrine Monroe (1823, l'Amérique aux Américains), rebaptisée pour l'occasion doctrine « Donroe », voulant que l'Amérique latine soit d'abord et avant tout l'arrière-cour des USA, avec ce que cela signifie de pillages et d'accaparement des ressources matérielles et humaines disponibles.

Sans doute faut-il, pour comprendre ce changement de ton, faire appel aux nouveaux conflits interimpérialistes qui sont en train de se nouer à l'échelle du monde, notamment entre les USA -la première puissance économique du monde, mais en difficulté et déclinante, et la Chine, la puissance économique montante, disposant de ressources humaines et matérielles potentiellement énormes et se posant d'ores et déjà comme sa concurrente directe. Mais ce n'est pas suffisant. Il faut sans doute aussi replacer ces bouffées agressives et pleines de ressentiment des politiques trumpistes dans le contexte d'un capitalisme mondialisé (un « capitalisme de la finitude » disent certains), secoué, traversé par d'importantes crises qui se combinent les unes aux autres et qui donnent l'impression que nous entrons dans une véritable « crise de civilisation », de portée anthropologique, faisant que toutes les dimensions de la vie humaine (économiques, sociales, politiques, sanitaires, techniques, culturelles, etc.) finissent par être questionnées, mais sans qu'apparaissent de véritables alternatives politiques émancipatrices susceptibles d'être mises en branle dans le court ou moyen terme.

Ce ne sera pas une simple partie de campagne !

Trump a compris qu'en envahir le Venezuela ne serait pas une simple partie de campagne. Il reste dans la population vénézuélienne, à cause même du chavisme et de son influence vivace dans les classes populaires, de forts sentiments anti-impérialistes ; sentiments que Maduro a su reprendre à son compte en organisant,

au sein des secteurs populaires qu'il contrôle, des milices d'auto-défense populaire. Quant aux officiers des forces armées vénézuéliennes, bien des intérêts économiques - et pas seulement idéologiques ou patriotiques - les ont poussé à être fidèles au régime maduriste et à rester relativement unis face aux appels de l'opposition comme aux menaces d'invasion états-unien. Notamment parce qu'ils ont été très rapidement associés, non seulement aux tâches de gestion de grandes entreprises publiques, mais aussi aux profits générés par la CAMIPEG, compagnie militaire fondée en 2016 s'étant spécialisée dans l'extraction minière, pétrolifère et gazière, et oeuvrant en particulier dans l'arc minier et pétrolier de l'Orénoque. Il y aurait ainsi en tout, plus de 1600 officiers de haut rang de l'armée vénézuélienne directement investis dans la gestion et la direction d'entreprises privées et publiques vénézuéliennes³. Il s'agit donc d'un régime qui garde, malgré toutes les crises auxquels il a dû faire face, des atouts solides, tant en termes économiques que militaires.

D'où l'intérêt pour l'administration Trump d'une intervention militaire prenant la forme d'un kidnapping du président (et de son épouse), et en sous-main d'une négociation déjà initiée en novembre 2025 avec Maduro lui-même, mais que, suite à son échec, il poursuit dorénavant - chantage militaire et économique en prime - avec certains secteurs maduristes plus dociles, et qui sans doute, d'une manière ou d'une autre, ont facilité la brutale exfiltration du président (avec plus de 30 morts de sa garde rapprochée).

1 Voir pressesgauche.org/Maria-Corina-Machado-vous-avezd-it-le-prix-Nobel-de-la-Paix-2025

2 Voir Patrick Guillaudat et Pierre Mouterde : Hugo Chavez et la révolution bolivarienne, Promesses et défis d'un processus de changement social, Montréal, M éditeur, 2012

3 Voir Patrick Guillaudat, Pierre Mouterde, Les couleurs de la révolution, p. 134/135, Paris, Syllepse, 2022

Résister ensemble : une soirée militante

Par Nathalie Roy

En ce début d'année marqué par l'inflation et par les compressions budgétaires, le milieu du théâtre québécois a lancé un cri du cœur. C'était le 16 janvier au Périscope. Ce théâtre, de concert avec Premier Acte, La Charpente des fauves et plusieurs compagnies de théâtre, avait organisé un happening artistique pour « mettre en valeur le travail et le talent des créatrices et des créateurs dont les pièces ont dû être annulées ou réduites cette saison, les compagnies productrices n'ayant pas obtenu le financement public nécessaire* ».

La soirée se déroulerait en trois temps : Déclarer ensemble ; Résister ensemble ; et Fêter ensemble. Elle était animée par le coordinateur artistique du Périscope qui a mentionné que la mission de diffuseur, cultivée par ce théâtre depuis 40 ans, rendait naturel d'accueillir une réflexion-échange pour tenter de comprendre ce qui plonge un trop grand nombre de nos compagnies de théâtre dans une situation de précarité. L'objectif était de « faire apparaître l'invisible et braquer la lumière sur les angles morts en allumant le plus de points d'interrogation possible » a scandé l'animateur.

En première partie, la voix de plusieurs artistes a donc résonné pour dénoncer les difficultés auxquelles sont acculés les acteurs de ce milieu, qu'ils s'occupent de création, de production ou de diffusion du théâtre. La déclaration (les mots de Déclarer ensemble) fut portée, en vidéo ou en personne, par les membres des directions artistiques de trois compagnies de théâtre : la Grosse Affaire, les Écornifleuses et le collectif Tôle. Les panélistes ont exposé, de façon claire et

précise, la réalité parsemée de difficultés et de choix ingrats des gens de théâtre, à l'époque où la rationalisation des dépenses publiques frappe particulièrement le milieu culturel. Car, oui, l'accès restreint aux subventions a forcé l'annulation de deux spectacles pourtant programmés au Périscope en 2025-2026, tandis qu'une compagnie de théâtre (La moindre des choses) a choisi de s'endetter pour présenter un spectacle à ses frais, le temps d'attirer le public en nombre suffisant, et que d'autres ont dû revoir leurs choix artistiques pour pouvoir monter sur scène.

Une créatrice nous a expliqué comment la réduflation transforme les spectacles de théâtre. Pour faire face au risque de refus d'un financement public, son équipe avait choisi de couper le budget des costumes. Le public y a perdu une part de la magie du spectacle. Le même phénomène avait-il frappé les décors ?

Puis, avant que commencent les prestations théâtrales, les panélistes ont conclu que les choses devaient changer, et se sont posé la question : quel avenir



Résister ensemble, le 16 janvier au Théâtre Périscope. Photo : W Stuart Edwards

notre société prépare-t-elle aux artistes de demain en privant, aujourd'hui, ses compagnies de théâtre du minimum vital ?

*Source : Résumé du spectacle, sur la page Facebook de Résister ensemble. Page consultée le 20 janvier 2025.

Le 7 janvier 2026

Monsieur François Legault

Premier ministre du Québec

Édifice Honoré-Mercier, 3 e étage

835, boul. René-Lévesque Est

Québec (Québec) G1A 1B4

Qu'adviendrait-il de nos médias s'ils étaient tous contrôlés par des entreprises américaines, ou s'ils devenaient la propriété d'un ou deux conglomérats ? Auriez-vous toujours confiance en eux ? Vous devez convenir que de telles situations seraient inacceptables.

Au rythme où vont les choses, cela risque cependant d'arriver, plus tôt que tard. La presse locale peine à survivre et quand elle aura disparu, il ne restera plus que quelques grands joueurs.

L'information locale indépendante, celle que les journaux communautaires produisent depuis des décennies, est pourtant essentielle à notre démocratie. Sans elle, il n'y aurait aucun contrepoids aux médias commerciaux et aux informations parfois partisanes, et des communautés entières perdraient leurs voix.

Depuis la COVID, les médias communautaires voient leurs revenus de publicité chuter - même le gouvernement s'est détourné d'eux, au profit de Meta, pour la publication de ses messages ! Ainsi, même avec les subventions reçues du ministère de la Culture et des Communications via le PAMEC (programme d'aide au fonctionnement des médias communautaires), nos journaux membres sont dans le rouge. Nous cherchons tous activement des solutions pour réduire leurs coûts, mais ceux-ci augmentent quand même.

Nous croyons que le gouvernement peut faire la différence, même en période de compressions. Les sommes totales nécessaires pour assurer la survie de nos journaux communautaires représentent une fraction infime du budget. Une hausse de 10% du PAMEC et la reprise des publicités gouvernementales dans nos journaux seraient sans doute suffisantes.

Demeurant persuadé que vous serez sensible à notre requête, je vous prie d'accepter mes salutations distinguées.

Le président,

Joël Deschênes

c. c. Marc Tanguay, chef par intérim du Parti libéral du Québec

Ruba Ghazal, co-porte-parole de Québec solidaire

Paul Saint-Pierre Plamondon, chef du Parti Québécois



Journée internationale pour les droits des femmes Manifestation à Québec

Ce 8 mars, c'est sous le thème « Générations deboutte ! » que la population est invitée à prendre la rue pour la Journée internationale pour les droits des femmes. Le Regroupement des groupes de femmes de la Capitale-Nationale vous donne rendez-vous le dimanche 8 mars à 13h30 devant l'Assemblée nationale. La marche se dirigera vers le consulat des États-Unis sur la Terrasse Dufferin.

À l'heure où les forces économiques, politiques et sociales tentent de diviser, de restreindre nos droits, de freiner nos avancées, où les discours haineux, racistes, misogynes, transphobes sèment la peur et la haine, tenons-nous deboutte ! Être deboutte, c'est une position politique, c'est un appel à l'action, un cri de ralliement pour une société plus juste, plus égalitaire, plus inclusive, plus verte et plus libre.

Le thème « Générations deboutte » fait référence au journal Québécoises deboutte ! qui a porté les voix d'un féminisme émergeant il y a plus de 50 ans. Encore aujourd'hui, d'une génération à l'autre, les féministes sont présentes, solidaires et plus déterminées que jamais à botter les fesses du patriarcat et du capitalisme.

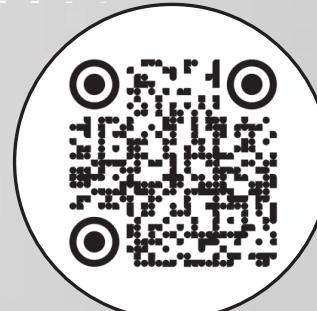
Pour information : info@rgfcn.org 418-522-8854

Chaque dollar que vous placez
à la Caisse d'économie solidaire
peut financer des projets qui
changent des vies.

Et si votre épargne servait à plus que votre retraite ?

À la Caisse, vous
savez où va votre
argent et où il ne
va pas.

Visitez
caissesolidaire.coop



La prochaine espèce humaine

Par Francine Bordeleau

Dans un essai au vrai sens du terme, Ollivier Dyens, professeur à l'Université McGill, s'intéresse à la dernière révolution en cours : la cohabitation de l'être humain avec l'intelligence artificielle.

En décembre dernier, le magazine américain *Time* a désigné les huit « architectes » de l'intelligence artificielle (IA), dont Mark Zuckerberg (Meta), Jensen Huang (Nvidia) et le sempiternel Elon Musk (xAI), personnalités de l'année 2025.

Avec, en particulier, le développement effréné de l'IA générative (soit l'IA capable de créer des contenus originaux) illustré notamment par l'essor fulgurant qu'a connu ChatGPT, lancé il y a trois ans à peine (en novembre 2022) par OpenAI, un nouvel ordre mondial s'installe à la vitesse grand V, et c'est ce que l'initiative de *Time* a reconnu.

Mais l'IA générative est très souvent perçue comme un cheval de Troie, et Ollivier Dyens opte, lui, pour une approche différente, qui se veut plus neutre, disons.

Questions existentielles

« L'angoisse, les inquiétudes, les débats contemporains autour de l'intelligence artificielle se cristallisent tous autour du terme "intelligence" », dit Dyens d'entrée. De fait, on ne s'émeut plus guère de l'omniprésence de la machine, de l'engin robotique « qui font preuve de plus de force, de précision et de rapidité que nous », car ils nous facilitent la vie. Mais les IA, c'est autre chose...

Pensons au super ordinateur HAL 9000 rencontré dans 2001, *l'Odyssée de l'espace*, film de Stanley Kubrick sorti en 1968 (adapté d'un roman d'Arthur C. Clarke). Soupçonné de défaillance, HAL, l'IA d'un vaisseau spatial qui file à destination de Jupiter, en vient à tuer des astronautes. En 2003, l'American Film Institute

l'a classé au 13e rang dans sa liste des 50 méchants du cinéma américain !

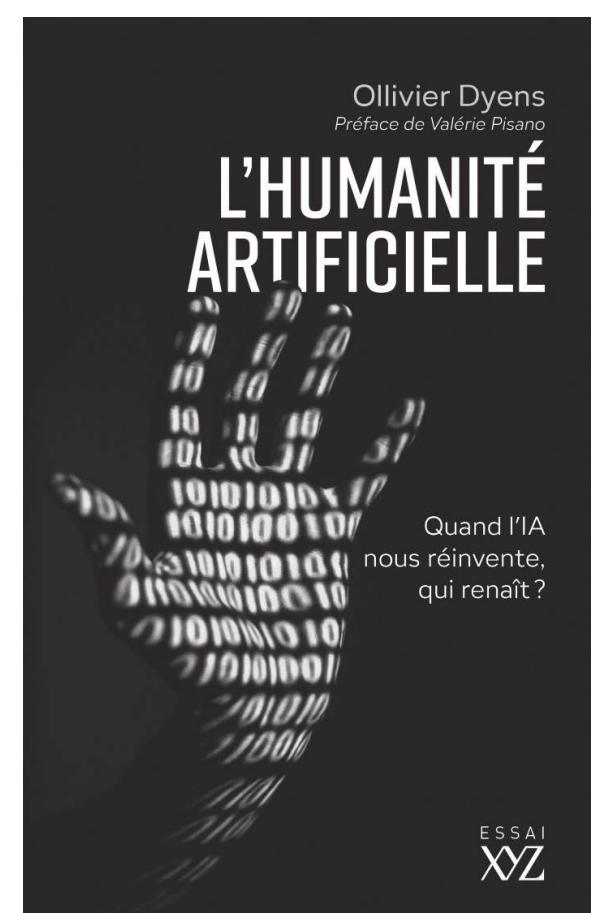
Or diverses études citées par Dyens montrent qu'aujourd'hui, les IA, rejoignant en cela la fiction, peuvent avoir des comportements que l'on croyait exclusivement humains. Dans leurs interactions, elles manifestent de la bienveillance, de la compassion et aussi de la rouerie.

D'où, dans *L'humanité artificielle*, une série de questionnements sur des notions et des phénomènes comme la conscience, l'intelligence, le sens (de la vie), la mémoire, le fonctionnement de la pensée, l'éthique, le libre arbitre, la créativité. Dans ces domaines toutefois, les « vraies » définitions sont encore à venir. Et ce flou est très certainement un obstacle dans notre appréhension de l'IA, soutient l'essayiste.

Mutation

L'IA a ses aficionados et ses lanceurs d'alerte. Ollivier Dyens se situe peu ou prou entre ces deux pôles : sans nier les dangers que présentent les nouvelles technologies ultrasophistiquées, comme la désinformation induite par les hypertrucages ainsi que l'érosion de l'esprit critique, il ne crie pas au loup pour autant. Pas plus qu'il prône la philosophie du « s'adapter ou périr ».

Selon Dyens, les technologies contemporaines « nous font muter » ; dans la foulée, « un être nouveau, à la fois organique et algorithmique, fait son apparition ». C'est donc à un monde, à une humanité déjà en pleine transformation que nous sommes invités à réfléchir. En somme, les Mark Zuckerberg, Jensen Huang et Elon Musk passeront, et peut-être ne s'inscriront-ils, dans le temps long de l'Histoire, que comme les simples annonciateurs d'une révolution aussi profonde que l'a été le passage à la station debout.



L'humanité artificielle
Par Ollivier Dyens
Éditions XYZ, Montréal
2026, 256 pages



Le Tremplin d'actualisation de poésie (TAP)

présente chaque deuxième vendredi du mois à la Maison de la littérature, les Vendredis de poésie – des soirées où on accueille des poètes invités, auxquels se joignent des poètes qui prennent, par la suite, la parole à la scène libre. Droit de parole publie à chaque numéro un poème lu lors de la dernière de ces soirées.

Pieger l'éternité

j'ai monté sur la pointe des pieds pour voir vos décorations intérieures
enlacé vos anges morts qui respirent encore de leurs histoires à marcher debout
j'ai débarré des portes pour visiter nos espoirs cloîtrés
qui s'articulent en doux murmures dans le vent soufflé sur nos blessures
j'ai grimpé vos hauteurs qui se mesurent en bras tendus
rampé vos doutes jusqu'à vos secrets
qui malgré la douleur sont plus beaux mis à jour
qu'on les souffre ensemble
pour vous connaître en entier
j'ai touché de mon corps à genoux vos surfaces
qui s'empilent contre le temps
assise à votre table couchée dans vos chambres enterrée sous vos pieds
je vous soupire
de soulagement, d'amour, de chagrin, d'ennui
ensemble provoquer les rires pour apaiser le désespoir
avec la complicité de nos solitudes
malgré les serrures sur nos passés
les courants d'air de nos chagrin
les enfants qui ne se lèvent plus
autour ni en nous
tirer la manche des destins
à contre-sens des violences
on est nombreux à maintenir la paix
une fleur à la surface du silence
l'amour en réserve

Mélanie Noël, extraits de Piéger l'éternité, Écrits des forges, 2023.



Musicienne no 4
papier stonehenge, 2025, par Klody Tremblay

Ma mère essayait ses souvenirs
sur son tablier
que savait-elle d'elle
sinon le lavage des jours
qu'il fallait étendre
dans son cœur plein de cordes
nous avions rendez-vous
avec le silex du temps
on ne savait plus où se termine
notre reflet
ni ce que l'oiseau
foudroyé de mémoire
emportait dans son bec
on s'arrêtait parfois
devant le vent des kermesses
on écoutait les travaux des jours
et le soleil alourdi dans l'herbe
alors on léchait la vitrine
de ne pas mourir
on faisait le beau ou la belle
on se déprenait de l'antique saison
de n'être rien
de n'être rien d'autre
que cet enchevêtrement
du silence et de l'amour.

© Michel Pleau, poème inédit. 2025



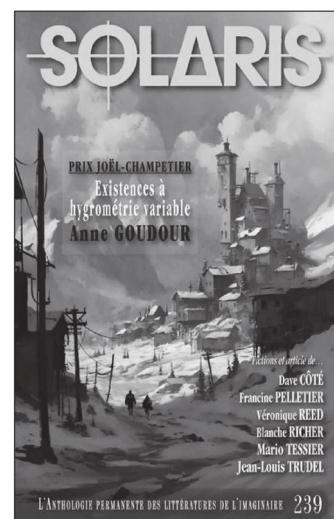
Les AmiEs de la Terre de Québec | www.atquebec.org

Littérature fantastique

Fondée en 1974, à Longueuil (Québec), par Norbert Spehner, Solaris est la plus ancienne revue de littérature fantastique et de science-fiction en français dans le monde.

Solaris s'intéresse à toutes les manifestations de la science-fiction, du fantastique et de la fantasy. On y publie de la création (fiction, illustration), de l'information, de la critique, des entrevues avec les créateurs, etc.

Dans ce numéro, vous trouverez une nouvelle posthume de Jean-Louis Trudel, intitulée *Roi de la poussière*, ainsi qu'un hommage à son travail d'écrivain.



Revue Solaris, numéro 239

Hommage à Jean-Louis Trudel

Parution : février 2026

Pour vous la procurer :

UN JOUR, TOUT LE MONDE AURA TOUJOURS ÉTÉ CONTRE ÇA

TRADUIT PAR MARIE FRANKLAND

OMAR EL AKKAD

PREFACE DE MONA CHOLLET

Omar El Akkad écrit une lettre de rupture déchirante à l'Occident. Miroir tendu à l'hypocrisie collective face au génocide à Gaza. Il dit la promesse trahie de l'humanité et sa propre complicité. *Un jour, tout le monde aura toujours été contre ça* est le livre de notre époque.

MÉMOIRE

D'ENCRIER

Un jour, tout le monde aura toujours été contre ça

Par Omar El Akkad,

Mémoire d'encrier, 2-26. 192 pages

Pour vous la procurer :

Gaza

"Un jour, tout le monde aura toujours été contre ça".

Cette phrase, écrite au cœur du carnage, est devenue un cri, miroir tendu à l'hypocrisie collective. Omar El Akkad dénonce le silence complice de l'Occident face au massacre de Gaza.

Mélant mémoire, reportage et réflexion politique, il interroge les postures morales vidées de sens, la passivité des progressistes, l'oubli organisé. Un livre sur la justice, la mémoire et la responsabilité.



Pour une biodiversité de l'enfance

Par Céline Lamy

Éditions XYZ, 2025, 220 pages

Pour vous la procurer :

Pour la suite du monde

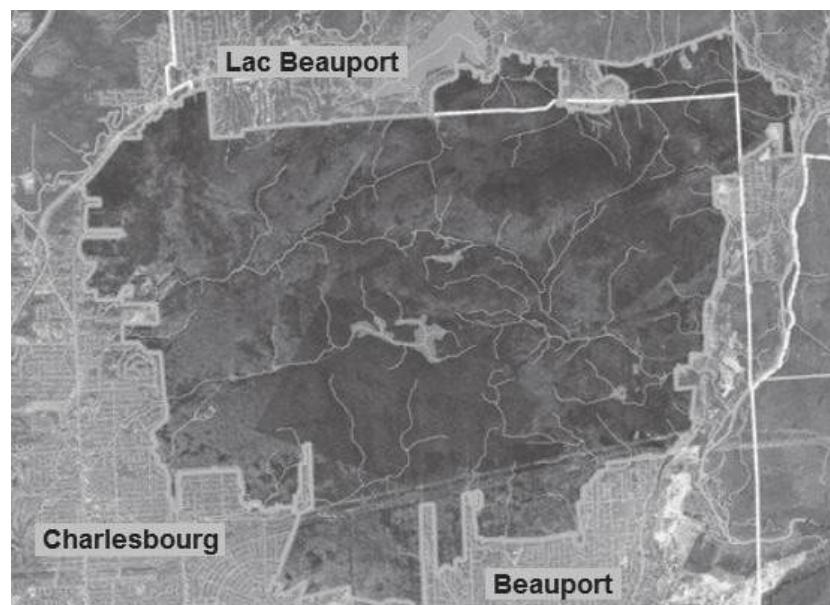
Depuis quelques années, l'autrice constate avec regret que les principes de l'agriculture intensive sont souvent ceux qu'on applique à l'enfance. Dès le berceau, l'enfant est précipité dans une course performative et plongé dans une monoculture normative visant à le rendre rapidement efficace et adapté à ce monde néolibéral et capitaliste qui détruit les individualités comme il assèche les ressources naturelles.

Privé de sa substance et épaisé de devoir répondre à un modèle, l'enfant devient une sorte de pantin désarticulé. L'autrice propose de privilégier une approche permaculturelle pour soutenir la biodiversité essentielle de l'enfance. Comment aider cette jeune pousse à grandir tout en préservant ses racines qui lui permettront de devenir un arbre solide, interdépendant, dans un monde-forêt pluriel?

Il faut sortir de la fabrique néolibérale et entrer dans une forêt de multiples, un jardin communautaire riche de singularités et surtout de possibles. Pour nos enfants, et pour la suite du monde.

Protection du Massif forestier du Lac des Roches

Par W. Stuart Edwards



Carte : Le Massif de 48 km2 est situé entre Charlesbourg, Beauport, Lac Beauport et Sainte-Brigitte-de-Laval. Source originale : Forêt Charlesbourg.

« La plus grosse menace pour la forêt, ce sont les citoyens », a déclaré une propriétaire lors de la séance du Conseil d'arrondissement de Charlesbourg du 27 janvier dernier. Les terrains sont privés, mais trop souvent les gens ne respectent pas l'interdiction d'accès, pourtant clairement affichée.

Trop d'achalandage

Depuis au moins l'administration L'Allier, il y a eu du vandalisme, des abris de fortune, et plein d'autres gestes illégaux. Le nombre de visiteurs a augmenté depuis la pandémie et la mobilisation pour la pétition a fait pareil, malheureusement. Les propriétaires sont exaspérés et demandent l'aide de la Ville pour restreindre l'achalandage.

Dans le contexte d'une pétition pour protéger le Massif forestier du Lac des Roches, un problème de longue date a refait surface : il y a trop de visiteurs dans la zone, selon les quelque 960 propriétaires. Les commentaires sur le site change.org en témoignent : les gens se baladent avec enthousiasme dans ce magnifique secteur.

Contre tout développement immobilier

La pétition n'était pas une invitation à aller visiter la zone. Il s'agit plutôt d'une initiative pour que la Ville protège durablement ces 48 kilomètres carrés contre tout développement immobilier. Le groupe à l'origine de la pétition, Forêt Charlesbourg, s'engage maintenant à collaborer avec les propriétaires afin de dissuader le public de s'aventurer.

Avec ses 6 338 signatures et une vingtaine de lettres d'appui, la pétition a remporté un franc succès. Cependant, les gens se sentaient autorisés à se promener dans le bois. Mauvaise idée, selon Jean-Paul Galbrand, porte-parole de Forêt Charlesbourg : « La meilleure façon de protéger le Massif, c'est de ne pas y aller. »



Saviez-vous que vous pouvez appuyer le Fonds en ligne?

fsgpq.org/don

C'est haut et propre

Par Michaël Lachance

Il discourait attablé dans le fond du café Éluard avec quelques figures peu ou prou de notoriétés politiques. J'ai deviné un petit bonhomme agité et suffisant, il se nomme Stéphane Lachance. Il a géré des fêtes pour ados dans quelques endroits anonymes. Sans plus. Je pense voir un animateur de radio dont je ne sais pas le nom, il ressemble à un lièvre TDAH avec un hameçon pris dans la joue gauche. À la même table, haute perchée, se retrouve Geneviève Guilbault, difficile à manquer. Ils occupent toute la place.

Moi, je fais le pont pour les lecteurs.

À gauche, donc, Doc gueule :

- Tu te lèves tu le matin avec la berlue de toutes les misères du vrai monde sur le dos pour crier plus tard sur des ondes hertzienques qu'il faut faire « comme les américains » ?

Visiblement fâché, son interlocuteur de l'autre bord de la table dit :

- Ben eux autres, ils savent faire un pont et c'est pas long qu'on passe à un autre appel !

À sa droite, Stéphane Lachance enchaîne :

- regarde, on a pas besoin de 2000 pousseux de crayons pour savoir qu'il faut un autre pont, c'est évident !

À cela, Geneviève Guilbault pousse :

- Évident, l'évidence même !

Le gars des ondes radios FM ajoute :

- si on écoutait Doc, le progrès existerait pas, il faudrait vivre comme en 1980 et prendre une carte routière pour trouver l'île d'Orléans.

SL va plus loin :

- c'est ça ou se patenter une boussole avec de la broche pour trouver l'Est.

GG rigole, ça sent la camaraderie entre deux lancées de Legendario commandé par Doc un peu plus tôt. *

Décidément, on en finit plus avec cette lubie de vouloir traverser le fleuve par tous les moyens inimaginable. Comme un gars en char qui dépasse tout le monde dans le trafic pour s'immobiliser dans le derrière d'un camion pour ensuite freiner brusquement et entraîner un flux de congestion dont la gauche québécoise en serait responsable.

On l'entend blablater, au petit matin, comme tous les autres spécimens grégaires et hurluberlus de la sorte ; des abonnés au premiers animateur ou animatrice qui graisse aux inepties les certitudes : « stu juste moé ou ça pas d'bon sens !? »

« L'île d'Orléans, un dépotoir
Un cimetière
Parcs à vidanges, boîte à déchets
U. S. parkings
On veut la mettre en minijupe
And speak English
Faire ça à elle, l'île d'Orléans
Notre fleur de lyse »

- Le tour de l'île (1975), Félix Leclerc

Et, imaginer un pont qui défigure la ville, étend les banlieues plus encore, déracine plus que des arbres sur René-Lévesque pour permettre aux vrais mondes d'aller plus vite vers nulle part.

**

Doc semble en crisse :

- tu veux faire passer ton pont sur l'île d'Orléans, défigurer un joyau paysagé qui a déjà été plutôt abîmé par les pylônes électriques dans les années 1980' et qui a obligé une loi sur le patrimoine visuel pour empêcher tout autre prochain en hauteur sur l'île ? Comme le chantait fièrement Félix : [...] C'est haut et propre [...]

GG, SL et le lièvre énergisé lancent en cœur :

- tu sé pas de quoi tu parles !

SL rigolant :

- aie, come on, Félix Leclerc, faut en r'venir esti ! Pis l'île d'Orléans, c'est même pu cultivable ces terres-là. Arrive en 2026 Doc !

GG poursuit :

- pis là, si t'as une idée « concrète », vissée dans le vrai monde, dis-le, ou ferme là !

Doc, amusé ou dépité, envoi :

- si, j'en ai une : à l'automne, n'oubliez pas d'allez voter avec votre tête, et non pas avec vote char !

La matinée agitée a fait place à de la musique douce, celle qui s'installe lorsque l'odeur et le bruit du boucan se dissipent...



Québec vu de Sainte-Pétronille. Photo : CB

**Vous aimez lire Droit de parole ?
Vous pouvez le trouver dans
les lieux suivants**

LIMOILOU

Alimentex

1185, 1^{re} avenue

Bal du Lézard

1049, 3^{re} avenue

Cégep de Limoilou

1300, 8^{me} Avenue

Librairie Morency

657, 3^{re} avenue

SAINT-ROCH

CAPMO

435, rue du Roi

Le Dôme

421, boulevard Langelier

Maison de la solidarité

155, boulevard Charest Est

Le Lieu

345 rue du Pont

PERCH-SHERPA

130, boulevard Charest

SAINT-SAUVEUR

Au bureau de

Droit de parole

266, Saint-Vallier Ouest

Centre Durocher

680, rue Raoul-Jobin

Supérette,
bouffe et déboire

411, Saint-Vallier Ouest

Centre communautaire

Édouard-Lavergne

390, Arago Ouest

Pub chez Girard

370, rue Saint-Vallier Ouest

Café Tintico

198 rue Hermine

VIEUX-QUÉBEC

Librairie Pantoute

1100, rue Saint-Jean

ST-JEAN-BAPTISTE

L'ascenseur du faubourg

417, rue Saint Vallier Est

Bibliothèque
de Québec

755, rue Saint-Jean

L'Intermarché

850, Rue Saint-Jean

Centre communautaire
Lucien-Borne

100 Chemin Ste-Foy

SAINT-SACREMENT

Librairie-café

Le Mots de Tasse

365, Chemin Sainte-Foy

MONTCALM

Centre des loisirs Montcalm

265, boulevard René-Lévesque

Centre Frédéric-Back

870, avenue de Salaberry

STE-FOY

Université Laval

Pavillons Casault
et Bonnenfant

Comité logement d'aide
aux locataires de Ste-Foy

2920, rue Boivin

Librairie Laliberté

1073, route de l'Église

Librairie Vaugeois

1300, avenue Maguire

Cégep Garneau

1660, boulevard de l'entente

LISEZ-NOUS EN LIGNE

droitdeparole.org

&

Suivez-nous sur Bluesky

Briser
la glace

La biennale
en art actuel
de Québec

28 février
au 19 avril

MANIF
D'ART
LA BIENNALE
DE QUÉBEC